

Distr.  
LIMITEET/L.1095  
15 juin 1965  
FRANCAISORIGINAL : RUSSE-  
ANGLAIS

Trente-deuxième session  
Point 4 c) de l'ordre du jour

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE  
LA NOUVELLE-GUINEE

Union des Républiques socialistes soviétiques : projet de résolution

Le Conseil de tutelle,

Ayant examiné le rapport de l'Autorité administrante sur l'administration  
du Territoire de la Nouvelle-Guinée en 1963-1964,

Ayant entendu les déclarations des représentants de l'Autorité administrante  
à la trente-deuxième session du Conseil de tutelle concernant la situation au  
Papua et en Nouvelle-Guinée, ainsi que leurs réponses aux questions posées  
par les membres du Conseil,

Guidé par les dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration  
sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution  
1514 (XV) de l'Assemblée générale],

Tenant compte des recommandations du Comité spécial chargé d'étudier la  
situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de  
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/5800/Add.6, chapitre XIX,  
par. 144-151),

Notant avec regret que l'Autorité administrante n'a pas encore pris les  
mesures nécessaires pour transférer tous les pouvoirs au peuple du Territoire  
conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV),

Notant que les pouvoirs de la Chambre d'assemblée du Papua et de la  
Nouvelle-Guinée sont extrêmement limités et que les pouvoirs législatif et  
exécutif sur le Territoire restent aux mains de l'Autorité administrante,

1. Réaffirme le droit imprescriptible du peuple du Papua et de la  
Nouvelle-Guinée à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la  
Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

2. Invite l'Autorité administrante à appliquer sans tarder au Papua et en Nouvelle-Guinée les dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et les recommandations du Comité spécial des Vingt-Quatre (A/5800/Add.6, chapitre XIX);

3. Engage en particulier l'Autorité administrante à prendre d'urgence des mesures pour transférer tout le pouvoir législatif sur le Territoire à la Chambre d'assemblée et à abroger les dispositions discriminatoires des ordonnances électorales qui prévoient des sièges spéciaux et des sièges de membres fonctionnaires, à la Chambre d'assemblée, pour des citoyens australiens;

4. Invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à charger le Directeur du Centre d'information des Nations Unies à Port Moresby de porter la présente résolution, ainsi que les recommandations du Comité spécial des Vingt-Quatre (A/5800/Add.6, chapitre XIX), à la connaissance du peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée, en employant pour ce faire tous les moyens disponibles d'information des masses.

-----